Destruction des libertés: Une mobilisation unitaire et vraiment massive est urgente !

Dans quel pays vit-on quand :

- un ministre de l'intérieur (Castaner) cite Clémenceau (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=33594) comme modèle lors de la prise de fonction du nouveau préfet de police de Paris : « *Didier Lallement, votre modèle est Georges Clemenceau, sa main n'a jamais tremblé* ». Rappelons que Clémenceau a fait tuer des manifestants en 1907 et 1908. Son surnom était le « briseur de grèves ». Belle référence pour l'ex socialiste Castaner.

- un secrétaire d'État à l'intérieur (Laurent Nunez) affirme que lors des prochains Actes des gilets jaunes tous les manifestants seront considérés comme des « émeutiers » ?

- un gouvernement limoge la hiérarchie policière parce qu'elle a préconisé de limiter les tirs de flashball sur les manifestants ?

- une députée (Claire O'Petit) indique que les militaires pourront tirer à balles réelles sur les manifestants après 3 sommations (https://www.youtube.com/watch?v=bvcjpqwkQxY)

- le procureur de Paris assume, par écrit, de prolonger les garde-à-vue (c'est-à-dire de priver de liberté) de manifestants contre qui rien ne peut être retenu (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=33203)

- un journaliste éditocrate macronien (Yves Calvi) préconise de parquer les gilets jaunes dans des stades, suivant l'exemple de Pinochet au Chili (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=33562)

Une association aussi modérée que la Ligue des droits de l'homme indique aujourd'hui que le gouvernement est de « *plus en plus dangereux pour les libertés publiques* » (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=33592)

Ce gouvernement de « l'extrême centre », dont la politique est massivement rejetée, est en train de faire basculer notre pays, dans une forme de « démocrature ». Les garanties élémentaires d'une « démocratie bourgeoise » sont une par une supprimées.

Nous sommes en train, progressivement mais sûrement, de sortir de « l'État de droit » qui nous apportait un certain nombre de garanties contre l'arbitraire.

Cette politique remet en cause le droit, c'est-à-dire la liberté, pour tout.e citoyen.ne de manifester, une liberté qui du point de vue même de la bourgeoisie, est constitutionnelle. Mais cela confirme que la constitution ne protège pas de grand chose, car après tout, rétorquera Macron, ce sont les lois qui définissent concrètement cette liberté et sa majorité de députés godillots - ultra-minoritaires dans le pays - est décidée à restreindre d'une façon sans précédent la liberté de manifester. La seule véritable garantie de nos libertés, c'est notre capacité à les défendre par la mobilisation de masse déterminée, comme autrefois des luttes révolutionnaires ont été nécessaires pour les conquérir.

C'est le silence et la lâcheté du mouvement ouvrier organisé qui permettent au gouvernement d'aller chaque jour un peu plus loin dans l'ignominie, laissant les gilets jaunes se faire réprimer sauvagement et subir des condamnations hallucinantes. Alors que le gouvernement envoie désormais l'armée contre les manifestants, la direction de la CGT ne dit et ne fait strictement rien. C'est insupportable et terrible d'aveuglement.

Il faut stopper Macron. L'enjeu est désormais trop important. Il faut aujourd'hui un sursaut qui soit à la hauteur du danger. **Nous devons mener un combat déterminé pour que les directions syndicales cessent tout dialogue et toute collaboration avec ce gouvernement, et appellent à une énorme manifestation pour la défense des libertés publiques.**

Il faut aujourd'hui en finir avec ces journées d'action sans perspective, déconnectées du mouvement des gilets jaunes, qui laissent le champ libre au gouvernement.

Nous sommes plus forts que Macron. Macron ne tient sa force que de la faiblesse et de la collaboration des organisations censées défendre nos intérêts.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'action crédible pour stopper ce gouvernement. C'est la condition pour que la masse des travailleurs/ses se lancent dans la bataille. L'objectif doit être de bloquer l'économie, de bloquer les profits. Il faut une grève générale, et le rôle des directions syndicales est de mettre en branle leur appareil pour la préparer et l'organiser. Et notre rôle est de mener la bataille contre ceux qui protègent le gouvernement et empêchent que notre force collective potentielle puisse se déployer pleinement !

Gaston Lefranc, le 22 mars 2019